Nous publions l'épilogue rédigé par Éric Toussaint pour le livre Sinchi, qui va être publié prochainement en espagnol, en Equateur. Les auteurs de l'ouvrage - Leonidas Iza, Andrés Tapia et Andrés Madrid - sont membres de la CONAIE, Confédération des Nations Indigènes de l'Équateur : ils ont publié précédemment en 2021 un livre sur le soulèvement populaire de 2019 intitulé [Estallido. La rebelión de Octubre en Ecuador](#) (Soulèvement. La rébellion d'octobre en Équateur)^[1]. [Leonidas Iza](#) est président de la CONAIE.

Le soulèvement populaire plurinational de juin 2022 en Équateur, connu sous le nom de deuxième soulèvement de l'*Inti Raymi*, ne sort pas de nulle part et n'est pas suspendu dans les airs.

Ce soulèvement (*Levantamiento*) trouve ses racines dans la rébellion d'octobre 2019. Comme le montrent les auteurs du livre *Sinchi*, la lutte de 2022 est une remise en cause de l'ordre établi, des intérêts économiques des classes dominantes, de la violence institutionnelle et des diktats de l'impérialisme américain à travers le FMI. En même temps, c'est un exercice de mise en pratique de ce qui a été appris en 2019 à tous les niveaux : radicalité des revendications populaires, critique de la « démocratie » libérale, arrêt de la production et de la distribution des biens et autodéfense populaire communale.

Tout cela s'est traduit par une augmentation de la spontanéité des secteurs populaires et de la solidarité des acteurs non organisés qui ont formé un pouvoir parallèle à l'État pendant 18 jours en juin 2022. Cela a donné lieu à des expériences telles que la cuisine communautaire ouverte par la Fédération des étudiant·es polytechnicien·es, qui a préparé quelque 400 000 rations alimentaires pour les manifestant·es. Cela s'est traduit également par la transformation des centres d'accueil en espaces de diffusion d'idées et d'organisation de ceux et celles qui manifestaient.

La liste des revendications, signé par la CONAIE, la FEINE et la FENOCIN, comprend 16 pages qui incluent les dix points critiques nécessaires pour changer l'insupportable réalité équatorienne et combattre la violence structurelle, la discrimination et la négligence à l'égard des classes populaires, qui exercent la protestation comme une réponse aux conflits sociaux, et non comme la cause de ces derniers.

Les 10 demandes peuvent être résumées comme suit :

- 1) Réduction et arrêt de l'augmentation des prix des carburants et ciblage des secteurs qui ont besoin de subventions : agriculteur·ices, paysan·es, transporteur·euses et pêcheur·euses.
- 2) Aide économique pour plus de 4 millions de familles avec un moratoire d'au moins un an, renégociation des dettes et arrêt des saisies de biens.
- 3) Des prix équitables pour les produits agricoles.
- 4) Emploi et droits du travail.
- 5) Moratoire sur l'extension de la frontière minière/pétrolière, audit et réparation intégrale des impacts socio-environnementaux.
- 6) Respect des 21 droits collectifs.

8) Contrôle des prix des produits de première nécessité.

9) Santé et éducation.

10) Sécurité, protection et élaboration de politiques publiques efficaces pour mettre fin à la vague de violence que connaît l'Équateur (Source : CONAIE, FENOCIN, FEINE 2022).

En tant que chercheur et activiste que la question de la dette préoccupe, j'attire l'attention sur le fait que le point 2 des revendications exige un moratoire, une renégociation, une annulation des dettes et la cessation de la saisie des biens, ce qui concerne plus de 4 millions de familles. Enfin, il convient de souligner que grâce au *Levantamiento*, l'annulation des dettes en suspension de paiement jusqu'à un plafond de 3 000 USD par famille a été réalisée, ce qui représente une valeur de 44 millions d'USD.

Il convient également de noter que le point 4 des revendications évoque la nécessité d'un audit complet et d'une réparation des impacts environnementaux causés par l'exploitation pétrolière.

Le fait que parmi les dix points, il y en ait deux avec ce contenu est une victoire pour les activistes qui luttent depuis des décennies pour l'annulation des dettes illégitimes et pour un audit complet, avec la participation des citoyen·es, du système de la dette et du modèle de production extractiviste^[ii].

La criminalisation des protestations populaires

Des organisations nationales et internationales de défense des droits humains, telles que l'Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones, le Comité des droits de l'enfant, l'UNICEF, la Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Réseau mondial contre les violences policières, ont dénoncé les actions de la police nationale et des forces armées lors du soulèvement, ce qui a eu pour effet d'accroître la pression diplomatique contre la répression exercée par l'État équatorien.

La criminalisation des manifestations avec pour motifs d'accusation ou d'inculpation la paralysie des services publics, des vols, des dommages aux biens, des actes d'agression et de la résistance à l'autorité couvre près de la moitié des délits reprochés à ceux et celles qui manifestent. De cette manière, les autorités veulent éliminer ainsi le droit légitime de protester et organisent une guerre d'usure judiciaire contre les mouvements sociaux.

Après les événements d'octobre 2019, la CONAIE a lancé une pétition d'amnistie pour annuler la persécution judiciaire subie par de nombreuses personnes, qui a abouti à l'abandon des poursuites contre 153 défenseur·euses communautaires, 43 défenseur·euses de la nature et seulement 12 autochtones, alors que de nombreux policiers et d'autres fonctionnaires de l'État bénéficiaient de l'amnistie ou n'ont jamais été inquiétés. Le contraste entre le droit de résistance populaire et l'état d'urgence met en évidence les différentes manières d'appréhender l'exercice de la souveraineté.

Les auteurs ont raison de montrer que la lutte des classes (entre la classe capitaliste d'une

part et les producteur·ices d'autre part, qu'ils soient salarié·es ou petit·es producteur·ices, qu'ils soient sous contrat ou contraint·es au chômage) est imbriquée dans d'autres formes de conflits, comme par exemple, la lutte des peuples indigènes pour leur souveraineté et le respect de leurs droits, ou la lutte des femmes pour leur émancipation. Toutes les luttes contre les différentes formes d'oppression sont imbriquées et interconnectées et aussi indivisibles que les droits humains. La description et l'analyse de l'immense mouvement populaire de juin 2022 me rappellent d'autres grands mouvements sociaux et politiques des dernières décennies.

Par rapport à cela, trois exemples de protestation à des dates et des lieux différents me viennent parmi d'autres à l'esprit : la grève des travailleurs en Belgique pendant l'hiver 1960-61, la protestation des « gilets jaunes » et d'autres mouvements sociaux en France en 2018-2023, et les mobilisations qui ont secoué le Pérou avec les événements du 7 décembre 2022.

En décembre 1960, avec un gouvernement de droite homogène au pouvoir, il y a eu une flambée de protestations dans mon pays, la Belgique, contre la soi-disant Loi unique, un projet d'austérité avec un large paquet de mesures favorables aux grandes fortunes, toutes visant le démantèlement des services publics, la perte des droits sociaux et du travail et une augmentation significative des impôts qui allaient affecter dramatiquement les classes populaires.

La paralysie a été totale au niveau national, particulièrement en Wallonie, dans le sud du pays, où les forces répressives perdent le contrôle des masses populaires qui manifestent au point que les véhicules doivent être munis d'un laissez-passer délivré par le syndicat socialiste Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) pour circuler. Il y a eu plus d'un million de grévistes. La grève a duré quatre semaines, au cours desquelles de violents affrontements ont lieu, l'intervention des forces de répression provoquant la mort de sept manifestant·es.

José Carlos Mariátegui (1894-1930) comme source d'inspiration

Parler de résistance populaire et d'insurrection au Pérou nous amène presque automatiquement à la figure et à l'œuvre du Péruvien José Carlos Mariátegui qui, en 1928, dans son ouvrage « Sept essais sur l'interprétation de la réalité péruvienne », fait allusion à l'importance de la pensée andine, coincée entre les traditions incas et le colonialisme hispanique et confrontée au choc culturel qui en découle, sa lutte étant une revendication de ce qui est le plus concret et le plus nécessaire : la propriété de la terre. Dès cette époque, il pose les bases de la compréhension de l'assujettissement de l'Amérique latine au capitalisme mondial, enraciné dans un passé colonialiste.

Comme l'a dit Mariátegui :

« Nous ne voulons certainement pas que le socialisme en Amérique soit une copie ou un décalque. Il doit être une création héroïque. Nous devons donner vie, avec notre propre réalité, dans notre propre langue, au socialisme indo-américain. C'est une mission digne d'une nouvelle génération » José Carlos Mariátegui (Mariátegui in [« Aniversario y](#)

Cette citation de Mariátegui souligne la nécessité de rejeter une fois pour toutes l'eurocentrisme et le dogmatisme qui ont caractérisé de nombreux auteur·ices et organisations au cours des deux derniers siècles. Nous devons partir des caractéristiques de chaque pays et réussir à incarner le programme d'émancipation sociale anticapitaliste, antiraciste, anti-patriarcal, anti-impérialiste, écologique et révolutionnaire dans la réalité de chaque pays et de chaque continent. Nous devons donner une forme concrète et contemporaine au « socialisme indo-américain » universel pour lequel Mariátegui s'est battu.

En même temps, il affirmait :

« Nous avons le devoir de ne pas ignorer la réalité nationale ; mais nous avons aussi le devoir de ne pas ignorer la réalité mondiale » (Mariátegui, 1924, : « [Le national et l'exotique](#) »).

Mariátegui a compris le rôle fondamental des nations indigènes dans la conquête de leur émancipation : « la solution au problème de l'Indien doit être une solution sociale. Ses réalisateurs doivent être les Indiens eux-mêmes » (Mariátegui in *Siete ensayos de interpretación de la realidad peruana*).

Mariátegui considérait que si l'on voulait construire une société socialiste, il fallait prendre en compte « la survie de la communauté et des éléments du socialisme pratique dans l'agriculture et la vie indigène » (Mariátegui in *Siete ensayos*). Comme l'écrivent Alberto Acosta et John Cajas Guijarro :

« L'amauta a même suggéré que la vie communautaire indigène a des racines ancestrales basées sur un « communisme inca » qui pourrait évoluer vers un « communisme agraire de l'ayllu »^[iii].

Cela nous rappelle un texte très important de Karl Marx (que Mariátegui n'a pas pu connaître car il n'a été publié que plus tard) dans lequel il répondait à la populiste russe Vera Zassoulitch que la Russie pouvait sauter l'étape du capitalisme qui dominait l'Europe occidentale en partant de la tradition communautaire du village paysan^[iv].

Mariátegui a écrit ailleurs :

« L'organisation communiste primitive la plus avancée que l'on connaisse dans l'histoire est celle des Incas. Nous ne voulons certainement pas que le socialisme soit absolu, abstrait, indifférent aux faits, à la réalité changeante et mobile ; l'idée germinale, concrète, dialectique, opérationnelle, riche en puissance et capable de mouvement, vaut la peine » (cité par Michael Löwy). (Cité par Michael Löwy dans *El Marxismo en América Latina*, LOM, Chili, 2007, p. 120).

Résistance, rébellion et révolution

Reprenons donc le livre le Soulèvement populaire plurinational de juin 2022 presque là où nous l'avions laissé, dans le droit à la résistance.

Dans le texte, les auteurs soulignent l'intérêt de la différenciation faite par Quintana (2020, 45) entre résistance, rébellion et révolution, comprenant la « résistance » comme des actions visant à saper les lois, la « rébellion » comme un ensemble d'actions de résistance rejetant l'autorité dans sa totalité, et la « révolution » comme la somme du rejet de l'autorité et de l'intention d'établir un nouveau gouvernement ou un nouveau régime.

Selon Quintana, le droit de résistance vise à prévenir une situation et à limiter un état de non-défense, de sorte que lorsque les lois deviennent tyranniques, elles perdent leur légitimité et les protestations gagnent en importance.

Comme l'indiquent les données de *Latinobarómetro* (2022), la méfiance à l'égard des fonctions de l'État équatorien avoisine les 85%, ce qui conduit à positionner une organisation qui revendique sa légitimité comme antagoniste de l'État (l'image positive de la CONAIE à l'époque est de 62%).

L'affrontement était imminent ; le conflit d'idées a conduit le « pouvoir réellement existant » (comme le définissent les auteurs) à élaborer des stratégies à travers toutes sortes d'alliances avec les médias « mercenaires » et les forces de répression, en s'éloignant de l'objectivité minimale ou de l'indépendance journalistique présumée de tout média qui ne se prête pas à être un instrument de propagande.

Les méthodes vont de la censure à l'intimidation, des comportements non éthiques au silence et au traitement intéressé de l'information. La première méthode utilisée a consisté à minimiser l'ampleur de la manifestation, à diffuser de fausses informations sur la présence de personnes dans les rues, puis à nier de manière « constante et schizophrénique » la violence de l'État, et enfin à vanter le manque de volonté de dialogue des manifestants.

De même, le canular du trafic de drogue comme principal financier des manifestants et l'écran de fumée entre *corrésisme* et *anti-corrésisme* ont été diffusés dans le but de semer la division et la confusion. Non contents de cela, ils ont finalement eu recours au spectre de l'ennemi intérieur, créant une autre fausse dichotomie entre « indigènes » et « non-indigènes ».

En fin de compte, ces stratégies se sont heurtées à trois problèmes : l'incapacité à influencer l'opinion publique et à diviser les organisations, le contraste avec la version des médias internationaux et l'expression des secteurs sociaux contre la criminalisation de la protestation, et la désinformation des médias « mercenaires ».

Les politiques répressives ont évolué, le discours de droite s'est radicalisé et l'inscription d'organisations sur la liste des associations terroristes a même été établie par décret. Le besoin des élites de préserver leur pouvoir s'est cristallisé dans des mobilisations de rue de la bourgeoisie, dans l'apparition de nouvelles personnalités politiques qui prétendent être au-dessus de la mêlée et ne pas faire de politique, l'apparition de partis se faisant passer pour des mouvements citoyens. Les réseaux sociaux se sont enflammés de propos racistes, xénophobes et misogynes qui laissent clairement entrevoir une dérive néo-fasciste rampante.

Les manifestations d'octobre 2019 et de juin 2022 n'ont pas marqué la naissance du programme de revendications des peuples (qui existait depuis les années 1990), des nationalités et de la classe ouvrière de l'Équateur, mais ont servi à accroître leur visibilité. Sur la question de la pluri-nationalité, le débat reste ouvert à plusieurs questions : qu'est-ce que c'est, comment le pouvoir réellement existant l'envisage-t-il, quels sont ses apports et ses limites ?

Le Soulèvement révèle la catastrophe du mythe bourgeois, la crise de la « démocratie » libérale, la perpétuation de la domination des uns sur les autres. Les mots de Mariátegui sont toujours d'actualité, tant d'années plus tard :

« La bourgeoisie n'a plus de mythe. Elle est devenue incrédule, sceptique, nihiliste (...) Ce qui différencie la bourgeoisie et le prolétariat à notre époque, c'est le mythe (...) La bourgeoisie nie, le prolétariat affirme ».

Le concept de pluri-nationalité implique une conception d'un État anticapitaliste, communautaire et populaire qui suppose une rupture avec la domination socio-économique, notamment en remettant en question la dépendance à l'égard du système d'endettement imposé par les marchés capitalistes et le lourd fardeau résultant du paiement de dettes illégitimes que les élites refusent de négocier.

Comme l'affirment les auteurs du texte, la paralysie de la production, de la circulation et du commerce a frappé les classes dirigeantes, mais a également consolidé le pouvoir des secteurs populaires. La démocratie communautaire de base s'est matérialisée dans un torrent de solidarité organisée et spontanée, et lorsque le 20 juin 2022, après une semaine intense de manifestations successives, le gouvernement n'en pouvait plus, il s'est tourné vers le dialogue comme seule issue, bien qu'il ne s'agisse à aucun moment d'un véritable dialogue : les conditions étaient toujours imposées par ceux qui les avaient toujours imposées, et la première réunion, tenue le 25 juin avec des représentant·es des cinq fonctions de l'État, n'a pas donné de résultats positifs. Après une série de négociations, l'accord de paix a été signé le 30 juin, mettant fin à 18 jours de mobilisations et de protestations dans tout le pays et établissant un mécanisme de négociation de 90 jours pour évaluer le respect des accords et des engagements signés.

L'agenda des « dix points » présenté par les présidents de CONAIE, FEINE et FENOCIN a fait l'objet d'une médiation avec le gouvernement par l'intermédiaire de la Conférence épiscopale équatorienne entre le 13 juillet et le 14 octobre 2022 et, bien que les organisations aient insisté pour que les dix tables de dialogue soient publiques, la résistance du gouvernement a été évidente à tout moment.

Selon les organisations, les désaccords ont prévalu sur les accords, empêchant toute solution viable aux discussions antagonistes. Les tables qui ont progressé sont celles consacrées aux politiques sociales, tandis que les demandes des secteurs les plus pauvres ont été repoussées, révélant « l'hypocrisie du credo capitaliste ».

L'immobilisme de la partie gouvernementale était évident, ce qui se reflète dans cette phrase des manifestants : « Dans un sens radicalement opposé, le PPP (pouvoir populaire plurinational) s'apparente plus à l'harmonisation d'un orchestre et au changement de répertoire d'un récital qu'à la destruction des instruments et de la scène, qui provoquerait la consternation du public ». Après les manifestations, il est urgent de comprendre

Dans le même temps, les critiques de la CONAIE à l'égard de Pachakutik n'ont pas tardé à fuser, répondant aux accusations d' « autoritarisme ethnique indigène » et soulignant la division qui s'est opérée fin 2021 entre la CONAIE et son bras politique.

Enfin, les auteurs donnent raison au « Mariateguisme » et dénoncent l'usage détourné qu'en fait le pouvoir réellement existant pour inoculer le virus de l'ennemi intérieur en falsifiant la pensée de José Carlos Mariátegui. Les auteurs définissent Mariátegui comme « en avance sur son temps » pour ce qui est d'apporter une particularité au récit marxiste dans les Andes et à sa relation avec les modes de production capitalistes globaux ».

Le dernier des 14 tableaux qui figurent dans le texte (tous des exemples de la minutie dont font preuve les auteurs tout au long du texte en termes de chiffres, de données, de dates, etc.) est une comparaison entre les propositions du projet politique de la CONAIE et les « Sept essais sur l'interprétation de la réalité » de Mariátegui, connu comme l' « amauta ».

Les convergences sont évidentes.

Et c'est ainsi que nous nous retrouvons avec une des phrases du sage maître qui, après des décennies de lutte, arrive tout droit en ces temps incertains : « *Malgré ma certitude de l'impératif de nous gouverner avec notre cerveau, j'ai le romantisme de me gouverner avec mon cœur* » .

*

L'auteur tient à remercier Fernanda Gadea, Jean Puyade et Maxime Perriot pour leur aide dans la rédaction de cet épilogue.

Notes

^[i] Le livre publié en espagnol a été traduit et publié à Londres par *Resistance Books* en 2023 et les auteurs ont réalisé en 2023 une tournée européenne pour présenter leur livre. Voir l'édition en anglais : Leonidas Iza, Andrés Tapia, and Andrés Madrid, *Uprising: the October Rebellion in Ecuador*, Resistance Books, London, 2023 <https://resistancebooks.org/product/uprising-the-october-rebellion-in-ecuador/> Une version en français chez l'éditeur Syllepse est en préparation.

^[ii] Eric Toussaint, « Les prêts empoisonnés de la Banque mondiale et du FMI à l'Équateur », 8 janvier 2021, <https://www.cadtm.org/Les-prets-empoisonnes-de-la-Banque-mondiale-et-du-FMI-a-l-Equateur> ; suivi de « Équateur : Les résistances aux politiques voulues par la Banque mondiale, le FMI et les autres créanciers entre 2007 et 2011 », 15 janvier 2021, <https://www.cadtm.org/Equateur-Les-resistances-aux-politiques-voulues-par-la-Banque-mondiale-le-FMI> suivi de « Équateur : De Rafael Correa à Guillermo Lasso en passant par Lenin Moreno », 13 avril 2021, <https://www.cadtm.org/Equateur-De-Rafael-Correa-a-Guillermo-Lasso-en-passant-par-Lenin-Moreno>

^[iii] Alberto Acosta y John Cajas Guijarro, « Mariátegui y las teorías de la dependencia » 15/07/2022 -

Rebelión, <https://rebelion.org/mariategui-y-las-teorias-de-la-dependencia/>

^[iv] Karl Marx, « Réponse à Vera Zassoulitch »,

1881, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1881/03/km18810308.htm>